DIAL 3081 - Dossier Situations des femmes

GUATEMALA - Entretien avec Miriam Cardona Fuentes, coordonnatrice du réseau de femmes syndicalistes STITCH pour l'Amérique centrale

Projet accompagnement Québec-Guatemala

dimanche 1er novembre 2009, mis en ligne par Dial

Ce dossier, composé de deux entretiens, se propose de croiser deux regards sur un thème commun : la situation actuelle des femmes. Line Bareiro en brosse un tableau d'ensemble, à partir d'une perspective paraguayenne. Miriam Cardona Fuentes témoigne des luttes des femmes pour l'égalité dans le monde du travail et des syndicats. Elle s'appuie pour cela sur son expérience au sein du STITCH, un réseau féminin de syndicalistes et de militantes qui réunit des femmes en lutte d'Amérique centrale et des États-Unis. Ces textes ont parus respectivement dans IPS (avril 2009) et dans la Revue d'actualité de septembre-octobre 2008 *du Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG).*

PAQG : Miriam, à quoi se consacre l'organisation STITCH ?

Miriam Cardona : Nous sommes une organisation féministe qui s'est donnée comme mission de travailler avec des femmes dans les syndicats, afin d'articuler leur participation en accord avec leurs pensées et leurs idées. Le but de cet accompagnement est de réussir à renforcer le pouvoir des femmes et leur leadership politique dans un monde qui est extrêmement patriarcal et généralement représenté par des hommes. Non seulement au niveau des postes, qui, comme dans le cas des syndicats, sont assurés par des hommes ; mais aussi dans tous les imaginaires, les propositions, les réflexions qui se reflètent dans les conventions collectives des compagnies.

Nous souhaitons amorcer des processus de réflexion avec et pour des femmes et créer des espaces qui puissent leur permettre de parler de ce qu'elles ne peuvent jamais aborder dans un monde masculin. Parler de nos corps, de notre sexualité, de la violence, de la criminalisation liée au fait d'être des femmes syndicalistes qui s'organisent. Parler du leadership, non pas dans la perspective des tâches et des responsabilités, mais plutôt avec la perspective de la vie des femmes. Nous appuyons aussi des luttes spécifiques de femmes, de leurs organisations, nous accompagnons les dénonciations afin de lancer des alertes lorsque des femmes syndicalistes sont persécutées.

PAQG : Quelle est la situation générale des femmes affiliées à un syndicat au Guatemala ?

Miriam Cardona : Difficile, et on peut le voir par quelques exemples qui se répètent d'un syndicat à l'autre dans le pays. Ainsi, les femmes qui veulent se réunir entre elles à l'intérieur de la structure du syndicat n'ont souvent même pas l'espace physique pour le faire, ni l'autorisation des hommes… Elles peuvent seulement se rencontrer dans des espaces mixtes. Les femmes syndicalistes qui s'identifient d'abord comme « femmes », mais sans renoncer à l'alternative politique que représente un syndicat, doivent donc trouver des astuces pour se réunir à la maison, ou au restaurant un dimanche.

Mais la première barrière qu'elles doivent à peu près toutes franchir est de faire accepter l'existence d'un collectif de femmes à l'intérieur du syndicat, pour observer et faire des propositions pour la négociation d'une convention collective. Elles doivent faire des efforts énormes pour réussir à faire élire une ou deux femmes à la table de négociation pour les clauses de la convention. C'est dire qu'elles ne doivent pas seulement négocier avec l'entreprise, mais d'abord négocier avec leur propre syndicat !

Il existe des syndicats où les femmes sont acceptées comme telles par l'entreprise, mais c'est le syndicat lui-même qui ne permet pas que les travailleuses se réunissent, à moins qu'il y ait présence de dirigeants masculins. Le plus ironique, c'est qu'on voit même des candidatures d'hommes pour le poste de secrétaire au genre.

Je me rappelle d'une expérience où des femmes syndiquées ont voulu inclure deux clauses dans la convention collective, la première portant sur la violence sexuelle au sein du travail, au sein de l'organisation syndicale et dans leur communauté ; l'autre portant sur l'accès à des examens mammaires et gynécologiques, partie de leur santé globale. Mais les femmes n'ont pas obtenu l'appui de leurs collègues syndiqués. Au contraire, elles ont assisté à une alliance entre les hommes du syndicat et les patrons de l'entreprise qui ont tous fait pression sur elles pour enlever ces clauses. Non seulement la clause sur les examens médicaux n'a pas été acceptée, mais elle a été remplacée par la négociation de billets de match de football et d'activités récréatives pour les hommes. Cela prouve que, dès lors que les femmes lancent des propositions depuis leur perspective de femmes et en ce qui concerne leur corps et leur sexualité, ce n'est pas considéré comme une proposition politique.

Quand nous visitons des *maquilas* ou des grandes *fincas* [1], nous entendons constamment des blagues sexistes de la part d'hommes syndicalistes contre des femmes qui se réunissent avec nous : « les lesbiennes vont avoir une réunion »… « Ah ! Ce dont elles ont besoin les femmes, c'est d'un pénis ». Il existe toujours la croyance que nous, les femmes, nous ne pensons pas, que nous n'avons pas d'idées et que les propositions que nous faisons n'ont rien de politique. Prendre la parole dans ce contexte, c'est déjà un événement politique et un très grand effort.

Toute cette délégitimation stigmatise les femmes et induit une peur qui diminue beaucoup leur potentiel de leaders syndicales. C'est sur ce point-là que STITCH veut travailler : commencer à déstructurer cette peur, à parler de la vie, pour que les femmes puissent se sentir plus fortes dans leurs propositions syndicales, dans l'organisation syndicale et dans leur milieu de travail.

PAQG : Qu'en est-il de la syndicalisation dans le secteur des* maquilas *au Guatemala ?

Miriam Cardona : Il y a 5 ans, il y avait approximativement 310 *maquilas* enregistrées au Guatemala. Sur ce nombre qui doit être encore plus élevé aujourd'hui, il n'y en a qu'une seule avec un syndicat, et c'est un syndicat presque exclusivement de femmes travaillant dans le domaine du textile. En fait on parle de deux syndicats, SITRACHOI et SITRACIMA [2], qui appartiennent aux entreprises Choi & Shin's co. ltd et CIMA Textiles qui se retrouvent dans la même fabrique de Villa Nueva mais avec deux raisons sociales différentes, d'où l'existence de deux syndicats.

L'organisation de ces deux syndicats n'a pas été facile. Dès le début, quand ce fut le temps de distribuer les charges de travail et de choisir les représentants de l'exécutif pour la formation légale du syndicat, les premiers noms à apparaître sur la liste étaient des hommes. Avec quelques pressions, il a été possible de faire comprendre aux femmes que ce sont elles qui devaient occuper ces postes puisqu'elles représentaient la majorité des employés.

La formation des deux syndicats dans l'entreprise constituait un poids gênant pour un secteur traditionnellement antisyndicaliste. Les patrons ont alors commencé à mettre à exécution diverses manœuvres pour disloquer les syndicats, utilisant la violence dès le début. Ils ont d'abord invité des délinquants et des gros-bras de l'entreprise à prendre des bâtons et des pierres et à lyncher les représentantes syndicales. À ce moment-là nous avons réussi, avec l'aide de plusieurs organisations internationales comme ACOGUATE [3] ainsi que du Bureau du Procureur des droits humains, à neutraliser la tentative de lynchage, bien que les femmes aient quand même reçu des coups. Après cela, il

y a eu plusieurs autres actions de violence antisyndicale.

Cette année, les entrepreneurs de Choi & Shin's ont utilisé une autre stratégie : ils ont réduit des lignes de productions (de 12 à 7, puis à 5), sous prétexte qu'ils n'avaient pas de commandes. Les femmes syndicalistes ont protesté contre cette réduction malhonnête de travail, en démontrant qu'au contraire, il y avait bel et bien une demande pour la production de vêtements Liz Claiborne, Polo et Macy's aux États-Unis. Elles ont fait pression sur les « grandes marques » afin qu'elles se prononcent en faveur de SITRACHOI et qu'elles demandent des explications sur la diminution du nombre de lignes de production.

En juillet 2008, les femmes dénonçaient la fermeture illégale pour faillite de l'entreprise Choi & Shin's, propriété d'hommes d'affaires de Corée du Sud. L'entreprise a commencé à négocier des indemnisations partielles pour les travailleuses, en échange de leur mise à pied. Malheureusement, il se trouve que le ministère du travail était de collusion avec l'entreprise : au lieu de défendre les droits des travailleuses, il les a plutôt incitées à signer l'entente pour leur renvoi avec compensations. Avec ce type de pression, la majorité des femmes de la *maquila*, qui vivent dans des conditions de grande précarité économique, ont choisi de signer l'entente. Seules les dirigeantes de SITRACHOI et de SITACIMA continuent aujourd'hui cette bataille contre les patrons. Elles demandent en premier lieu la réouverture de la fabrique et la réintégration de toutes les femmes – syndicalistes incluses – et deuxièmement, la réintégration des travailleuses même dans le cas où Choi & Shin's changerait de raison sociale et ouvrirait sous un autre nom, ce qui est une stratégie commune dans le monde des *maquilas*.

Aujourd'hui, 150 femmes refusent toujours de signer l'entente de leur renvoi avec compensations, sur plus de 300 travailleuses que compte l'entreprise. Le problème, c'est qu'une fois l'entente signée, le syndicat risque de disparaître. SITRACHOI et SITRACIMA espèrent maintenant que les marques se prononcent aussi pour la réintégration des travailleuses et qu'elles démontrent qu'elles n'appuient pas ces stratégies destinées à annihiler les syndicats et à fermer l'entreprise illégalement. Nous espérons aussi que la communauté internationale puisse faire pression sur ces marques de prestige pour qu'elles se prononcent en faveur des travailleuses et qu'elles respectent les lois du Guatemala.

La situation des travailleuses syndiquées dans les entreprises agricoles est-elle la même, par exemple les femmes qui travaillent dans les grandes fermes bananières ?

Miriam Cardona : D'abord, il faut comprendre que ce sont là des familles entières qui travaillent et qui vivent dans les fermes de production de bananes. Heureusement, elles peuvent compter sur des syndicats qui ont une trajectoire historique, comme SITRABI [4] ; ce dernier a plus de 60 ans d'existence et a permis d'améliorer les conditions de vie des travailleurs au niveau du logement, de l'éducation, des transports, de favoriser l'implantation d'un siège syndical à l'intérieur même de la *finca* et d'implanter des droits et conditions syndicales différents de ceux des *maquilas*. Les femmes des *fincas* bananières appartiennent à des syndicats masculins pour ce qui est de la pensée et mixtes pour ce qui est du genre des syndiqués. Elles doivent donc mener la même bataille que dans d'autres syndicats pour se tailler une place. Dans certains syndicats, il existe tout de même un Secrétariat de la femme et un processus d'organisation des femmes, donc il y a une certaine visibilité et légitimité de leur travail.

Quel est selon toi le plus grand défi pour les femmes guatémaltèques syndiquées ?

Miriam Cardona : Je pense que le principal défi est d'exister en tant que femmes. Bien souvent, les femmes doivent adopter le comportement, les idées et jusqu'aux postures corporelles et au ton des hommes si elles veulent être écoutées. Elles doivent gueuler et donner des ordres pour pouvoir exister. Nous ne sommes pas seulement des femmes, ou des travailleuses, ou des syndiquées, mais des femmes avec une vie entière, intime et publique, qui affrontons encore trop souvent la négation de notre condition, de notre droit d'exister en tant que femmes.

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 3081.
– Source (français) : Revue d’actualité septembre-octobre 2008 du Projet accompagnement Québec-Guatemala. Texte relu et annoté par Dial.

En cas de reproduction, mentionner au moins la source originale (Revue d’actualité septembre-octobre 2008 du Projet accompagnement Québec-Guatemala - www.paqg.org) et l’une des adresses internet de l’article.

Notes

[1] Grandes propriétés foncières – note DIAL.

[2] *Sindicato de Trabajadores de Choi* (Syndicat de travailleurs de Choi) et *Sindicato de Trabajadores de CIMA Textiles* (Syndicat de travailleurs de CIMA Textiles) – note DIAL.

[3] ACOGUATE a été créé en 2000 sous le nom de Coordination de l’accompagnement international au Guatemala (CAIG) – note DIAL.

[4] *Sindicato de trabajadores bananeros de Izabal* (Syndicat de travailleurs de bananeraies d’Izabal).